

# dial

## diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13  
FAX (1) 43.31.19.83  
CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1576 - 28 mars 1991 - 2,5 F

### D 1576 PARAGUAY: MARCHÉ DES PAYSANS DE MISIONES

En octobre de l'année dernière, le gouvernement du président Rodríguez signait un engagement avec le Fonds monétaire international de contrôle de l'inflation (de 50% en 1990 à 15% pour 1991), du règlement de la dette extérieure du Paraguay et de l'augmentation du produit intérieur brut à 3%. Parmi les secteurs les plus touchés par la politique économique il y a évidemment le monde paysan, laminé par les grandes exploitations agricoles (cf. DIAL D 1457).

En novembre 1990 des paysans de la région de Misiones entreprenaient une marche sur la capitale Asunción pour attirer l'attention sur leurs problèmes. Dossier ci-dessous extrait du bulletin du "Centre de documentation paysanne du Paraguay" n°90 du 4e trimestre 1990.

Note DIAL

#### 1. La situation des paysans

La vie dans les campagnes est de plus en plus difficile et le gouvernement n'a pas encore envisagé de mesures efficaces. Dans certaines régions le prix des terrains a augmenté de 300%. En l'absence d'une vraie réforme agraire, il est presque impossible que les paysans puissent acheter des propriétés. Pourtant, une réforme agraire qui ne s'accompagnerait pas d'une réforme des crédits agricoles demeurerait insuffisante. A présent, pour obtenir des crédits, 93% des paysans sont obligés de s'adresser aux usuriers. Le Banco Nacional de Fomento (Banque pour le développement agricole) ne satisfait que 7% de la demande. Les terres agricoles, d'ailleurs, sont toujours considérées comme une valeur-refuge par tous ceux qui possèdent de l'argent. La presse paraguayenne dénonce à ce propos une situation alarmante: 17.748.500 hectares, c'est-à-dire 36,3% du territoire national, font partie à présent de 41 grandes propriétés foncières où sont engagés des capitaux étrangers. De grands propriétaires brésiliens ont acheté 1.660.000 hectares tout près de la frontière avec leur pays. Les petites annonces de plusieurs quotidiens allemands offrent des terres au Paraguay. On estime que 12.000 citoyens allemands y ont acheté des propriétés foncières. Les entreprises multinationales et les habitants des pays riches sont donc en train d'acheter, petit à petit, le pays.

#### 2. La marche des paysans de Misiones (7-11 novembre 1990)

L'opinion publique paraguayenne a été frappée par une manifestation paysanne qui a eu lieu en novembre dernier. Un groupe de paysans sans terre de la région de Misiones (qui a énormément souffert sous l'ancienne dictature) a organisé une marche de la petite ville de San Ignacio à la capitale (226 kilomètres), pour demander la réforme agraire. Dans la région de Misiones les terres sont ainsi distribuées: 50% des propriétés (1,2% de la superficie) ont une extension inférieure à 5 hectares, tandis que 0,8% (55% de la superficie) a une extension qui dépasse les 2.000 hectares; 9 grandes propriétés foncières (0,1% du total des propriétés) dépassent les 10.000 hectares. Ces dernières occupent à elles seules 23% de la superficie de la région.

D 1576-1/2

RÉGION DE MISIONES				
étendue en hectares	entreprises agricoles	%	superficie totale	%
0,5 à 4,9	4.173	45,6	8.360	1,2
5 à 19	2.994	32,7	27.116	3,7
20 à 49	784	8,6	22.664	3,1
50 à 499	671	7,3	97.294	13,4
500 à 2.499	157	1,7	174.364	24,0
2.500 à 9.999	52	0,6	231.277	31,9
10.000 à 20.000	7	0,08	88.749	12,2
plus de 20.000	2	0,02	75.449	10,4

Ces paysans ont appelé leur marche "*Kurusú Rapêre Yvy rekávo*" (en guaraní: un chemin de croix pour obtenir un peu de terre). Le 7 novembre, 300 paysans sont partis de San Ignacio; au fur et à mesure que ce premier groupe avançait vers la capitale, d'autres paysans, provenant des villages traversés, l'ont grossi. Le 17 novembre, après 9 jours de marche, 5.000 paysans sont arrivés à Asunción. Au-delà de sa valeur politique, cette manifestation a eu le mérite de faire redécouvrir aux paysans leur identité socio-culturelle et leurs anciennes utopies: justice sociale, solidarité, sentiment profond d'appartenance à une communauté. Ils sont précisément partis de la région de Misiones qui, aux XVIIe et XVIIIe siècles, avait été le berceau de l'expérience des missions jésuites, c'est-à-dire de la première tentative, dans l'histoire de l'Amérique latine, d'affronter le problème de la survie physique et culturelle des Indiens Guaraní. Cette expérience avait été reprise à leur compte et adaptée aux nouvelles exigences par les Ligues agraires, contre lesquelles a sévi l'ancienne dictature.

Cette manifestation a démontré, avant tout aux paysans eux-mêmes, qu'ils peuvent surmonter leur passivité et jouer un rôle actif et de premier plan dans la vie politique du pays, évitant en même temps que des politiciens ou des démagogues se servent d'eux.

(Diffusion DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

# dial

## diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13  
FAX (1) 43.31.19.83  
CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1577 - 28 mars 1991 - 3,5 F

### D 1577 COLOMBIE: NOUVEAUX ACCORDS DE PAIX GOUVERNEMENT-GUÉRILLA

Après le retour à la légalité du mouvement de guérilla M-19 en mars 1990 (cf. DIAL D 1493), c'est au tour de deux autres mouvements de guérilla de faire de même ces dernières semaines. Le Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), une scission de quelque 250 membres de l'Armée populaire de libération, signait le 28 décembre 1990 un accord de paix avec le gouvernement et déposait effectivement les armes le 25 janvier 1991. Quant à l'Armée populaire de libération (EPL), forte de quelque 2000 membres, elle signait un accord de paix avec le gouvernement le 29 janvier 1991 et déposait effectivement les armes le 1er mars 1991. La mesure gouvernementale d'amnistie des anciens guérilleros, adoptée le 28 janvier 1991, permet à leurs représentants de participer aux travaux de l'Assemblée constituante ouverte le 15 février 1991.

Quant aux grandes organisations restantes avec leurs quelque 10.000 guérilleros - principalement les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) et l'Armée de libération nationale (ELN) regroupées dans ce qui fut la "Coordination de guérillas Simon Bolivar" (cf. DIAL D 1256) - les négociations avec le gouvernement, commencées en avril 1990, se poursuivent cahin-caha.

Dans le dossier ci-après, textes d' *Actualidad colombiana* n° 75 du 5 février et n° 77 du 5 mars 1991.

Note DIAL

#### 1. La paix signée avec l'Armée populaire de libération - EPL (29 janvier 1991)

A l'inspection de police Juan José de la commune de Puerto Libertador, dans le département de Córdoba, a été signé le 29 janvier l'accord de paix avec l'Armée populaire de libération - EPL, comportant la déposition des armes le 1er mars. Le même jour a été approuvé le projet d'amnistie présenté par le gouvernement et la constitution d'une commission de contrôle internationale pour veiller au respect de l'accord par les parties.

L'accord a été signé en présence des délégués internationaux Manuel Medina, membre du Parti socialiste ouvrier espagnol, et Mgr Emilio Stehle, représentant de l'épiscopat équatorien, lesquels veilleront à l'application de l'accord. Les 10, 20 et 26 février les représentants internationaux informeront sur le respect par les parties des points de l'accord. "Dans le cas d'une évolution positive, les armes seront déposées le jour dit; en cas contraire, par rapport à l'une quelconque des parties, la situation fera l'objet d'un examen. Mais en aucun cas l'EPL ne retournera à la lutte armée", a déclaré Dario Medina au journal *El Espectador*.

Le projet d'amnistie présenté par le gouvernement n'a fait l'objet d'aucune modification, en dépit des divergences sur le sujet exprimées par des membres du mouvement armé qui l'ont estimé plus restrictif que celui adopté pour les membres du M-19, y compris le fait qu'il maintient en prison une vingtaine de ses militants.